

A N N A L E S
BRETAGNE
PAYS DE L'OUEST

Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

111-4 | 2004

Varia

Deux siècles de politique en Sicile

Paolo Viola, Giovanna Fiume, Alfio Mastropaolo et Laura Azzolina



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1182>

DOI : 10.4000/abpo.1182

ISBN : 978-2-7535-1496-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2004

Pagination : 117-139

ISBN : 978-2-7535-0082-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Paolo Viola, Giovanna Fiume, Alfio Mastropaolo et Laura Azzolina, « Deux siècles de politique en Sicile », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 111-4 | 2004, mis en ligne le 20 décembre 2006, consulté le 26 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1182> ; DOI : 10.4000/abpo.1182

Deux siècles de politique en Sicile

Paolo VIOLA

Professeur d'histoire moderne, Université de Palerme

Giovanna FIUME

Professeur d'histoire contemporaine, Université de Palerme

Alfio MASTROPAOLO

Professeur de science politique, Université de Turin

Laura AZZOLINA

Chargée d'enseignement en science politique, Université de Trente

Textes résumés, traduits et présentés par Roger Dupuy¹

Il faut, d'emblée, souligner la qualité et la complémentarité des quatre communications de nos collègues italiens. Elles couvrent la totalité de l'histoire de la Sicile depuis deux siècles mais en variant les angles d'attaque et en croisant les sources et les regards. Il en résulte un dossier qui voit les diagnostics converger d'une époque à l'autre, qui laisse aussi apparaître des différences d'appréciation prouvant que la matière étudiée est plus complexe que les clichés habituellement reçus ne le laissent entendre. Des évolutions se dessinent sous les apparences longtemps immuables d'une fatalité à l'antique, assombrie par le crime et les pesanteurs d'un passé qui n'en finirait pas de durer.

Paolo Viola, à travers un roman de Giovanni Verga, nous décrit l'échec final d'un riche parvenu qui, dans la première moitié du XIX^e siècle, veut pénétrer le monde clos de l'aristocratie en respectant une règle du jeu qu'il croit pouvoir maîtriser et infléchir grâce à l'or dont il dispose. Mais les puissants en place se liguent contre l'intrus pour le ruiner tout en l'humiliant. La Révolution pourrait l'aider à parvenir à ses fins, mais elle arrive un peu tard et bouscule trop ses propres certitudes. À travers cette histoire, Paolo Viola nous invite aussi à réfléchir, une fois encore, sur les rapports entre

1. Nous avons cru bon pour permettre aux lecteurs français l'accès aux communications italiennes, d'en donner une traduction-résumé allant à l'essentiel mais restituant avec suffisamment de précision, quand il le fallait, les arguments développés par nos collègues italiens.

histoire sociale et roman, surtout quand ce dernier se veut « vériste » et permet de bénéficier d'une double chronologie, qui, en quelque sorte, se conforte elle-même, celle qui encadre l'histoire rapportée et celle effectivement vécue par l'auteur. Sans oublier la confrontation stimulante entre le cynisme lucide de certains héros de Lampedusa et le diagnostic implicite de Verga.

Giovanna Fiume déplace l'objectif vers l'histoire institutionnelle, mais c'est toujours la société sicilienne que l'on analyse. Son approche complète celle de Paolo Viola et les deux enquêtes célèbres qu'elle utilise abordent plus globalement la même réalité que celle restituée par Verga en la prolongeant jusqu'à la fin du siècle. Les regards successifs du haut fonctionnaire bourbonien et du sociologue qui penche à gauche disent un peu les mêmes choses car ils sont le regard extérieur du pouvoir central sur l'ingouvernable Sicile.

Avec Alfio Mastropaulo s'affirme la volonté d'échapper au sortilège sicilien et donc de prendre ses distances avec la *Sicilianitude*, sorte de dolorisme dont la littérature et les journalistes auraient fait leur fond de commerce et qui répète que les malheurs de l'île proviennent de tous ces maîtres successifs venus d'ailleurs et qui l'ont exploitée en l'avilissant. Il faut laisser parler les faits et les chiffres, s'en tenir à la stricte réalité pour constater que cette réalité, au xx^e siècle, n'est pas différente de celle de bien d'autres régions de l'Europe, une fois qu'on a pris conscience des contraintes qu'imposait, à la Sicile, sa situation géographique. Et pourtant certains clichés finissent par rattraper notre auteur, et la communication s'achève sur un pessimisme latent devant la réalité des connections indéniabiles entre politique et crime organisé dont il espère que l'essor économique que la Sicile continue de connaître pourra enfin l'en délivrer.

Laura Azzolina achève ce panorama en étudiant avec minutie la façon dont se sont déroulées, en Sicile, les deux révolutions qui ont marqué l'histoire politique de l'Italie depuis la Seconde guerre mondiale : la création des partis de masse dans les années cinquante et l'écroulement de ces mêmes partis dans les années quatre-vingt-dix. Question passionnante pour comprendre comment se transmet et se pérennise le pouvoir local entre les différentes élites qui cohabitent dans l'île ainsi que la place que la mafia a pu prendre dans ces processus de sélection et de monopolisation avec ses pratiques de corruption et de violences physiques.

Paolo VIOLA, professeur d'histoire moderne, Université de Palerme

Mastro-Don Gesualdo e il prolema della politicizzazione in Sicilia
Mastro-Don Gesualdo et la question de la politique en Sicile

Paolo Viola fonde sa communication sur ce qu'il estime être un document exceptionnel d'analyse sociologique à la disposition de l'historien tra-

vaillant sur la Sicile du XIX^e siècle : les romans véristes. Certes, Paolo Viola sait très bien que ces œuvres littéraires ne répondent pas aux critères de la crédibilité historique dans la mesure où l'auteur ne cite pas ses sources, ne confronte jamais son point de vue avec celui d'autrui et ne tire quasiment jamais de conclusion synthétique des analyses conduites au fil de ses chapitres. Mais le récit est une synthèse en acte, et le romancier l'emporte sur le sociologue par l'ampleur du spectre de son analyse tout en se montrant son égal quant à la véracité des faits rapportés, tous issus de situations effectivement vécues. L'historien peut donc considérer ce type de source comme un témoignage d'une grande qualité sur la réalité sicilienne et il ne saurait s'en priver, tout en prenant les précautions d'usage quant à son interprétation, notamment quant à la nature du rapport de l'auteur avec la réalité décrite : il y a bien sûr des risques d'assimilation entre le temps effectivement vécu ou retranscrit par le romancier et celui qui est évoqué par le récit romanesque. Mais la logique interne du récit et de la reconstitution garantit une sorte de neutralité du romancier, prisonnier de la logique des décors et des comportements, dans la mesure même où l'issue du scénario est connue – faits divers rapportés par la presse ou exposés par les archives judiciaires – et impose donc sa cohérence à l'évocation mais avec une constellation de détails pris dans les souvenirs, les lectures de l'auteur et que ce dernier sait être en rapport avec l'histoire racontée.

Nous le savons, on ne peut nier une part importante de subjectivité dans la façon de conduire une enquête sociologique : hypothèse initiale, détermination des échantillons et de la durée de l'enquête, etc. Cette part de subjectivité est la même chez le romancier, même vériste, mais son récit va accumuler en outre une foule de détails latéraux dont le rapport au propos n'est pas toujours immédiatement évident, qui sont assimilables aux sources involontaires ou aux contenus non attendus des sources, souvent considérés comme les plus fiables par l'historien. Il ne s'agit pas de prétendre que la réalité ne serait pas autre chose qu'une invention narrative mais plutôt le contraire : l'invention narrative des véristes implique une capacité remarquable à recréer la complexité de contextes identiques à ceux qui existent véritablement.

Pour illustrer cette capacité du roman vériste à rendre compte de la réalité, Paolo Viola propose de réfléchir sur le *Mastro-Don Gesualdo* de Giovanni Verga. Publié en 1888, sous forme de feuilleton, en livre l'année suivante, c'est le récit de la tentative d'ascension sociale d'un maçon dans une petite ville sicilienne, entre les années 1820 et 1848. Verga naquit en 1840, l'époque décrite est donc celle qu'ont vécu les parents de l'auteur et dont il a lui-même connu les protagonistes. Ce qui importe, ce n'est pas que l'histoire rapportée ait eu effectivement lieu dans ses moindres détails, mais que toutes ses composantes sociales, culturelles, psychologiques, juridiques, soient restituées dans leur imbrication complexe, contribuant à recréer les conditions dans lesquelles se produisaient les tentatives locales de modernisation et de politisation dans la Sicile rurale à la veille de l'unification.

Durant cette période, la politisation, c'est-à-dire l'utilisation des procédures électorales pour accéder au contrôle des ressources frumentaires locales et pour s'intégrer dans les groupes sociaux dominants, est un processus très lent qui connaîtra une brusque accélération après 1848, durant la période décrite par *Les Vice rois* de Di Roberto ou encore dans *Le Guépard* de Lampedusa, ouvrage qui se rapporte à des événements postérieurs d'un demi-siècle à ceux restitués par Giovanni Verga. Cette Sicile n'est déjà plus celle des XVII^e et XVIII^e siècles, totalement dominée par les liens de la reconnaissance et de la fidélité clientéliste. Les réformes administratives bourbonniennes qui avaient précédé la Révolution de 1820 instituaient des listes d'éligibles d'où était issu le personnel des instances locales du pouvoir. Pour pouvoir figurer sur ces listes ou éviter d'en être exclu se déchaînèrent des luttes inexpiables dont certains historiens estiment qu'elles furent pour beaucoup dans la dérive criminelle d'une mafia préoccupée de contrôler les pouvoirs locaux.

Des travaux en cours prouvent qu'il existait déjà dans certaines villes une politique de représentation effective des intérêts en compétition, mais Verga suggère que cette société rurale se situe entre deux moments différents du fonctionnement politique et que, dans ce contexte, l'intégration aux groupes dominants ne pouvait encore se faire par les moyens de la seule politique locale. Elle ne s'obtenait déjà plus par la seule allégeance aux factions présentes à la cour de Naples, pas encore par le seul contrôle des élections municipales, mais par les moyens plus fragiles, plus aléatoires d'un mariage dans les familles dominantes, mariage autorisé par l'accroissement spectaculaire de son propre patrimoine. Verga suggère l'existence d'une sorte d'étape intermédiaire : on ne devenait plus riche et puissant parce qu'on était effectivement puissant de naissance ou apparenté aux puissants, mais on cherchait désormais à occuper le pouvoir parce qu'on était devenu riche et donc parce qu'on pouvait prétendre entrer dans les oligarchies en place qui obéissaient elles-mêmes à des pratiques de sélection échappant au contrôle d'un pouvoir central sans réel pouvoir et sans volonté d'intervention dans ce domaine.

Mastro-Don Gesualdo non seulement ne parviendra pas à imposer son intégration dans l'oligarchie locale mais perdra tout son argent, dissipé par un gendre noble, arrogant, prétentieux et pauvre. Il apparaît comme la victime de l'habituelle « cascade de mépris » propre aux sociétés aristocratiques même, et surtout, au moment de leur déclin. On peut en effet émettre l'hypothèse que la Sicile de 1799 à 1848 a connu une sorte d'Ancien Régime semblable à celui qu'a connu le Royaume de France dans les dernières décennies du XVIII^e siècle ; l'ancienne règle du jeu social est remise en cause dans les *agro-towns* de l'île mais sans être remplacée encore par des règles politiques nouvelles.

Dans ce contexte, notre maçon ambitieux ne peut compter que sur des moyens strictement individuels. Il ne s'agit pas de prétendre que Giovanni Verga nous livre dans son roman le modèle unique du fonctionnement de

la société des *agro-towns* sicilienne dans la première moitié du XIX^e siècle, ni de laisser entendre que le Risorgimento en Sicile n'a été qu'une immense farce permettant aux anciens groupes dominants de rester en place en utilisant les vieilles peurs des pauvres hantés par la famine et que les notables libéraux de la Sicile unitaire ne pouvaient qu'être manipulés par les éternels détenteurs du pouvoir bien décidés à le conserver. Ce que veut dire Paolo Viola, c'est que le récit de Verga fonctionne comme ces études de *micro-storia* qui tentent de reconstituer avec minutie la réalité concrète d'événements passés par le biais de sources reconnues par la méthode historique, événements révélateurs de situation-type à un moment donné, dans un lieu donné. Ce qui peut nous intéresser dans cette sorte de *case study* n'est pas tant l'histoire d'un individu en tant que tel, mais ce qu'elle nous révèle et que l'histoire sérielle ne nous permet pas de connaître : le poids des mentalités collectives, le rôle des opportunités économiques et sociales, la part effective du politique, la marge de manœuvre de l'individu entre les inerties et préjugés des groupes sociaux et les solidarités communautaires.

L'histoire de Mastro-Don Gesualdo se situe dans la Sicile du grain, la Sicile de la Restauration qui connaît une régression économique après le démarrage prématuré de la période anglaise et, du coup, la spéculation sur les cours du blé est redevenue la meilleure façon de s'enrichir considérablement et rapidement. Spéculer sur les blés impliquait de se mouvoir aux frontières de la grande propriété foncière, du négoce international et de la réglementation d'État. Cela supposait des disponibilités financières, des réseaux d'information, des relations politiques et commerciales. Il fallait connaître l'état des marchés, prévoir leur évolution, arriver avec l'offre souhaitée au moment opportun. Le prix de référence, le « juste prix » était toujours fixé après négociations entre magistrats, propriétaires et négociants, puis imposé par le pouvoir politique, et les contrats ne pouvaient s'en écarter qu'exceptionnellement, en contrepartie d'un risque exceptionnel. Si certains imposaient un prix excessivement éloigné du prix de référence appelé *meta*, on pouvait être accusé d'usure et poursuivi pénalement.

L'institution politique sicilienne qui régula les mécanismes de fixation du prix des grains destinés aux exportations s'appelait, depuis un demi-millénaire, le *Maestro Portulano*. Ce magistrat et l'administration qui en dépendait fournissaient les services permettant le stockage, la commercialisation et l'exportation des grains. L'institution recevait les blés dans des magasins situés dans les ports autorisés ; ils y étaient pesés, contrôlés et conservés. Ensuite cette administration concédait des licences d'exportation en fonction de la production totale de l'année et de l'estimation des besoins locaux. Enfin, elle rétrocédait aux négociants une partie de leurs achats destinés à l'exportation tout en prélevant la taxe prévue sur ce type de transaction. Tout cela était calculé d'après le prix de référence sans préjuger des prix réellement pratiqués à l'achat et à la revente. L'institution fonctionnait encore en 1820, mais elle était déjà en déclin, le

commerce évoluant vers la liberté totale des transactions. Désormais pour contrôler le marché, il ne suffisait plus de connaître intimement les magistats du *Potulano*, mais il fallait acheter un maximum de grain pour tirer le meilleur parti possible de la conjoncture météorologique et politique. De plus en plus « c'est celui qui a le plus d'argent qui a raison ». On était entrain de passer d'une société où l'on était riche parce que l'on était puissant à une autre où l'on devenait puissant parce que l'on était riche et, dans ce type de transition, Mastro-Don Gésualdo avait ses chances.

Dans la première partie du roman, Verga nous expose les ambitions de son maître maçon : contrôler les grains disponibles dans son arrondissement et épouser la noble dame Bianca Trao, héritière sans dot d'une des grandes familles quasiment ruinées de la ville. Mastro-Don Gésualdo espère ainsi pénétrer dans la noblesse. Quant à sa fortune, elle lui permet d'espérer l'achat, à un bon prix pour la propriétaire, de tous les blés produits sur les domaines de la baronne Ribeira. De plus, il ambitionne la location de toutes les terres communales du comté. Triple négociation conduite par un courtier, Mastro Lio, en présence du chanoine Lupi, représentant la hiérarchie religieuse locale.

La négociation concernant les blés des Ribeira se fait à un prix supérieur de 30 % à la *meta* de Palerme – prix plausible selon les travaux historiques les plus récents, ce qui confirme le sérieux de l'information dont disposait Verga – tandis que l'on apprend qu'un cousin de la baronne Ribeira, le baron Zacco, vend sa récolte à un prix bien inférieur. Reste la ferme des biens communaux du Comté qui procure à celui qui l'obtient, le contrôle effectif du marché local des grains. Depuis plus de cinquante ans c'était le baron Zacco qui l'obtenait, et il est aussi cousin des Trao, la possible belle famille de Gesualdo. Or la future épousée a été engrossée par le jeune baron Nini Ribeira, fils de la baronne dont notre maçon veut acheter la récolte et la dite baronne s'oppose à ce que son fils épouse l'héritière sans héritage. Gésualdo propose alors, par l'entremise du chanoine, d'épouser l'héritière déshonorée et désargentée, ce que la famille Trao refuse dans un premier temps. Le chanoine fait valoir la fortune considérable de notre nouveau riche et le mariage est finalement accepté mais pas sans contrepartie. Le notaire et le chanoine provoquent l'annulation des enchères concernant la ferme des domaines communaux et l'on recommence à zéro, il n'y aura qu'une enchère et Gésualdo qui voulait tout devra partager avec le baron Zacco et Nini Ribeira qui souhaitent avoir leur part du pactole. Accord à l'amiable, entre gens de bonne compagnie et désormais parents.

La situation est d'autant plus complexe, que parallèlement aux négociations successives de Gesualdo, se développe une négociation bien plus ample avec la révolution de l'été 1820. C'est encore le chanoine Lupi qui joue les intercesseurs en expliquant à Don Gesualdo, qui ignore jusqu'au sens du mot lui-même, ce qu'est une Révolution. Et du coup ce qu'en dit le chanoine se rapporte d'avantage à la Sicile de 1880 et au mouvement des *fasci* qu'à la révolution de 1820, essentiellement constitutionnelle et natio-

nale. La Révolution, c'est renverser le panier pour mettre dessus ce qui était dessous et vice versa. Et à Gésualdo qui constate que c'est ce qu'il a voulu faire, le chanoine explique qu'il est, tout autant que les anciens riches, menacé de tout perdre. Mais notre maçon se dit que l'occasion est trop belle de réussir enfin ce à quoi il rêvait : distribuer les terres aux misérables pour les leur racheter ensuite quand ils seront encore plus misérables car ils n'auront pu les exploiter faute de capitaux. Mais il faudra attendre 1848 pour imposer le partage des *latifundia*, et pour Gésualdo c'était trop tard !

Verga, nous raconte donc une histoire d'avant la politisation véritable de la Sicile qui s'accélère avec le rattachement au royaume italien. Elle produit alors la génération incarnée par Crispi, quinze ans après la mise en place du personnel politique nouveau dans le nord de l'Italie. Apparemment, ce ne sont pas les idées nouvelles et l'évolution des pratiques sociales qui provoquent les révolutions, il semblerait plutôt, du moins en Sicile, que ce soient les révolutions qui fassent mûrir brutalement les pratiques sociales. Don Gesualdo n'a rien pu faire contre les barrières sociales qui s'opposaient à la réussite de ses ambitions, pas même en tentant de bien marier sa fille Isabelle. S'il avait eu vingt ans de moins, la politique lui aurait donné des atouts supplémentaires. Il serait devenu alors l'équivalent du Calogero du Gattopardo, élu député, et mariant sa fille à un aristocrate garibaldien, neveu du grand latifundiste local, Don Fabrice, persuadé que tout un monde d'élégance et de distinction s'en allait, remplacé par la société des chacals et des hyènes. Après 1860, les institutions nouvelles engendrent une culture politique et des pratiques permettant de les faire fonctionner, culture et pratiques qui apparaissent comme la conséquence et non la cause de la Révolution, en 1848 comme en 1860.

Giovanna Fiume, professeur d'histoire contemporaine, Université de Palerme

Ludovico Bianchini e Leopoldo Franchetti, « viaggiatori » in Sicilia
Ludivico Bianchini et Leopoldo Franchetti, voyageurs en Sicile

La constitution de l'État italien en 1860 signifiait la mise en place dans l'île de pouvoirs instaurant son autorité et se substituant aux réseaux de pouvoirs du régime précédent. Cette situation avait déjà été vécue par la Sicile bourbonnienne en 1812 quand le roi, réfugié à Palerme, s'efforça d'abolir la féodalité ; en 1814, au moment de son retour à Naples, retour accompagné de la promulgation de codes et de lois instaurant ce que les historiens ont pris l'habitude d'appeler la « monarchie administrative » ; puis encore avec les réformes de 1830. La violence de ce processus a été masquée par la construction d'un modèle explicatif méridional concernant tout le *mezzogiorno* italien. Ce modèle est fondé sur une problématique qui intègre une polémique anti-étatisme et régionaliste, postulant un développement bloqué par des forces toujours extérieures (l'État, le Capitalisme industriel, la classe ouvrière septentrionale...) sans jamais vraiment ana-

lyser les moments et les processus concrets de transformation effectivement constatés. Or, toutes ces innovations institutionnelles ont engendré une dynamique d'adaptation entre les exigences du centre et les réactions de la périphérie. Les incohérences apparentes peuvent donc être expliquées par les compromis boiteux négociés pour éviter la pérennisation d'affrontements entre les deux pôles de ce binôme plus complémentaire qu'antithétique.

Pour rendre compte de ces adaptations successives, Giovanna Fiume se propose de revenir sur deux ouvrages, sorte de reportages effectués pour le compte du pouvoir central dans la périphérie sicilienne.

Ludovico Bianchini (1803-1871) fut envoyé en mission en Sicile par Ferdinand II, après la révolution de 1837 et il y resta près de 10 ans, jusqu'en 1848. Ayant parcouru, à plusieurs reprises chacune des provinces de l'île, il recueillit ses informations et ses impressions dans un journal de voyage et publia à Palerme, en 1841, *une Histoire économique et sociale de la Sicile*. Revenu à Naples, il se vit confier d'importantes responsabilités dans le Ministère des finances puis devint Ministre de la police pour finir, en 1859, par occuper la chaire de commerce et d'économie politique à l'Université de Naples.

Léopold Franchetti (1847-1917) est l'auteur d'une enquête célèbre sur la situation politique et administrative de l'île, fruit de la longue exploration conduite avec Sidney Sonino, dans les provinces continentales du Mezzogiorno en 1873-74 et en Sicile en 1876. Il en résulta deux volumes intitulés *La Sicile en 1876* ainsi que des journaux de voyage récemment édités. Député en 1882, il se déclara monarchiste libéral, sorte de réformiste conservateur et termina sénateur. À sa mort il laissa ses propriétés aux paysans qui les travaillaient et pour les enfants desquels il avait organisé, avec sa femme, une école à la pédagogie très novatrice.

Directeur au ministère de l'Intérieur, Bianchini était surtout chargé de surveiller le Lieutenant Général dont les décisions ne cadraient pas toujours avec les instructions données depuis Naples. De plus, il devait effectuer des « inspections oculaires » pour vérifier dans les provinces le comportement des fonctionnaires et stimuler la confection du cadastre. Le *Journal* est le compte rendu des inspections réalisées en 1840 dans les provinces de Palerme, Caltanissetta et Trapani. Il souligne l'état désastreux des routes et la misère du petit peuple dont la survie dépendait essentiellement des aumônes et des travaux publics. Certains intendants, par leur activité, ouvraient de nombreux chantiers qui donnaient du travail à des milliers de miséreux, mais ils étaient rares et le plus souvent, la misère était écrasante. Misère encore accrue par la loi de 1817-1825 qui instaura le partage des communaux et qui suscita des contentieux entre municipalités et nouveaux propriétaires, tout en privant les plus pauvres de tous les anciens droits d'usage. L'inspecteur recevait également des habitants ou des curés des suppliques pour obtenir la grâce d'un parent condamné ou la réparation d'une église, ou bien encore des réclamations contre les abus de pouvoir d'un juge ou

d'un noble trop violent avec ses fermiers. Parfois il fallait même sévir contre l'incurie d'une brigade de gendarmerie. Mais tout cela restait ponctuel sans dessiner la réalité effective des rapports de force quotidiens tant dans les gros bourgs ruraux que dans les villes plus importantes.

Comme d'autres avant lui, Bianchini estime qu'il faut en finir avec la toute puissance des latifundistes qu'il attribue à l'autonomie trop grande de l'île par rapport au reste du royaume, diagnostic qu'il profère comme la conclusion logique d'une histoire de la Sicile écrite dans une perspective profondément anti-féodale. Après l'âge d'or de la domination arabe puis normande, des clans féodaux se sont imposés par la force, au détriment des activités industrielles et marchandes et donc de l'intérêt général, en profitant de la complicité passive du souverain et de l'effacement relatif du commerce méditerranéen.

Ce n'est pas tant la politique du roi qui a enfoncé l'île dans la misère que les spéculations sur les blés, surtout celles qui ont été ourdies par le Mastro portulano. Bianchini est un libéral et du coup son analyse recoupe les protestations des latifundistes : c'est l'excès de réglementation qui paralyse le commerce et fait monter les prix. Mais notre inspecteur y ajoute les comportements délictueux des magistrats locaux et des négociants cupides. La disette est fabriquée, les établissements de charité sciemment ruinés sans que la monarchie puisse châtier des coupables justement chargés de réprimer les malversations. Les réformes tentées par les vice-rois depuis la fin du XVIII^e siècle n'ont jamais abouti.

Si, après les réformes tentées par le vice roi Caracciolo et son successeur Caramonico, on finit par abolir la féodalité en 1812, cette mesure ne changea pas grand chose car elle était subordonnée au rachat de droits que les pauvres étaient dans l'incapacité d'effectuer et elle ne leur donnait même pas les moyens d'en étaler le financement. Rien ne changea jusqu'à la mort de François II en 1830, et les vellétés de Ferdinand II se brisèrent sur le choléra et les révoltes de 1837. La mise en place du cadastre, tentée dans les années quarante, s'enlisa dans des procédures sans fin. La misère dépeuplait les campagnes tandis que les communes rurales croulaient sous les dettes accumulées à l'égard du Trésor public. Rien ne pouvait changer si on n'imposait pas des réformes concernant à la fois le partage des terres, les formes du crédit, les techniques agronomiques, la reprise des industries manufacturières et la relance du commerce.

S'ajoutait à tout cela la mainmise économique anglaise, commencée avec le Blocus continental imposé par Napoléon, et qui stimula la contrebande, l'île devenant un des entrepôts du trafic britannique vers l'Italie et les Balkans. Le départ progressif des Anglais entraîna l'étiollement de cet essor trop artificiel et la révolte de 1820 contribua à confirmer la méfiance des banquiers et des rentiers tandis que les industries locales accentuaient leur déclin, à l'exception du travail des coraux et des pierres précieuses. La production extensive du blé demeurait la ressource première de l'île. Le soufre, autre ressource importante de la Sicile dans la seconde moitié du

xix^e siècle, ne lui profitait guère car la production en était entièrement aux mains des Anglais. Ce qui surprend dans les toutes premières décennies du xix^e siècle, c'est l'absence de violences sur les routes et les chemins, du moins jusqu'en 1848, quand les compagnies armées locales cédèrent la place à la gendarmerie. Commence alors une sorte d'âge d'or du vol de bétail et de chevaux revendus en Afrique du Nord. C'est à ce moment que s'organise le milieu du crime à main armée dont les administrateurs pensent qu'il est en liaison avec la gauche libérale et plus tard avec les gariibaldiens puis les socialistes.

Selon Giovanna Fiume, Bianchini ne dit rien des contradictions de la politique des Bourbons : le rejet par la population des nouveaux cadres administratifs incapables de rallier effectivement les anciennes élites locales constitue l'essentiel de son discours. De plus la monarchie de Deux Siciles n'est jamais allée jusqu'au bout des réformes entreprises : abolition de la féodalité, des *fidéicomis*, des formes déguisées de vassalité et création d'un véritable marché foncier ouvert aux plus offrants. Les enquêtes ultérieures, en 1884 et 1910, prouvèrent que rien ne bougeait malgré de nouvelles réformes administratives.

Après avoir interrogé des hauts fonctionnaires et des magistrats à Naples, Léopold Franchetti questionna en Sicile un échantillonnage relativement représentatif de la population de l'île, à ceci près qu'il ne comportait aucune femme et un seul prêtre. Il en résulta une vision globale plutôt désenchantée. Ce sont surtout les administrations locales qui l'inquiétèrent : les villes étaient partagées en deux factions dont les rivalités tenaient plus de la vendetta que du débat politique. Les uns étaient pour le gouvernement et, du coup, les autres étaient contre mais sans jamais dénoncer les malversations de personne, car tous en commettaient. Les charges électives n'étaient que l'occasion légitime de s'enrichir et les nantis au pouvoir en profitaient pour se ménager fiscalement tout en accablant le clan opposé et les pauvres que tous méprisaient et exploitaient ; quant à la mafia, elle vendait ses services à qui voulait bien la payer d'une façon ou d'une autre. Les grands propriétaires se servaient de ce système pour préserver leur emprise sur les paysans mais la petite bourgeoisie ne valait guère mieux. Quand elle tenait le pouvoir, elle se remplissait les poches et rétribuait d'autres coquins qui hantaient les ministères à Rome pour acheter des protections et prévenir les enquêtes. Autrefois, il y avait un roi par commune, ils étaient désormais 15 à 20 à vouloir se partager le gâteau.

Le mauvais état des routes facilitait la mainmise des notables locaux sur les ressources disponibles. Les bilans financiers présentés aux préfets étaient toujours prévisionnels, jamais ce n'était l'état au vrai des dépenses effectuées. La justice ne valait guère mieux ; les juges ne fréquentaient que très brièvement les tribunaux des villes moyennes et petites, laissant siéger les prêteurs, personnages de moindre envergure, résistant mal aux pressions exercées par les familles les plus influentes, et la mafia jouait un rôle croissant dans ces rapports de force. Quant aux jurys, ils ne valaient guère

mieux. Il aurait donc fallu, selon Franchetti, un grand coup de balai du haut au bas de la hiérarchie. Même les carabiniers étaient corrompus et ils n'arrivaient jamais à aucun résultat contre les voleurs de bétail. Le clergé lui-même entretenait le brigandage. Pour Franchetti, tous ces comportements délictueux étaient l'héritage du temps des Bourbons et étaient devenus une seconde nature, d'autant que les Siciliens étaient des poltrons et qu'une poignée de criminels avait imposé sa loi.

Mais la Sicile n'était pas un bloc unique : celle de l'est avec ses vergers et son coton était plus riche que celle de l'ouest dominée par la culture extensive du blé. Ce qui faisait problème c'étaient les *latifundia* et Palerme où s'entassait une population profondément pervertie. Est-ce à dire que les Siciliens n'étaient finalement pas mûrs pour la liberté, pour les institutions parlementaires ? Cela devenait un problème d'éducation. Pouvait-on confier des responsabilités administratives à des Siciliens ? Certains s'y opposaient soulevant les *tollés* de la gauche libérale qui considérait ce point de vue comme une insulte faite aux élites siciliennes et à toute la population de l'île jugée comme incapable d'apprécier les institutions qui assuraient le progrès et la liberté. Franchetti estimait que les élites locales continuaient de se servir des institutions nouvelles pour sauvegarder leur hégémonie séculaire et qu'elles ne pouvaient comprendre la notion d'intérêt général. Qu'un député ait pu commettre de sa main propre ou commander trois assassinats sans que personne ne témoigne contre lui démontrait que l'État était uniquement préoccupé de trouver des soutiens électoraux au risque de contribuer à amoindrir sa propre légitimité et à renforcer la mainmise sur la population des notables locaux et des nervis de la mafia. Le suffrage universel servait donc surtout à asseoir le pouvoir d'une nouvelle élite locale qui cumulait les armes utilisées par l'ancien système de domination, en particulier l'exercice privé de la violence, et celles fournies par le recours au vote qui venait légitimer leur ascension sociale.

Les révélations des enquêtes apparaissaient donc, en 1874, comme une provocation contre les ambitions de la Gauche italienne qui voulait conquérir électoralement le pouvoir en Sicile et dans le reste du Mezzogiorno. C'est donc la droite modérée qui était amenée à proposer une lecture sociale de la question du Sud en exigeant que l'État exerce une tutelle sur les classes populaires pour éviter l'exploitation politique de leur misère, tout en révélant l'existence des premières formes d'associations armées de paysans ou d'ouvriers d'inspiration anarchiste ou socialiste.

Les réseaux complexes décrits par Franchetti associant de façon variée, selon les lieux, le baron, le maire, l'intermédiaire mafieux et le bandit, ont abouti paradoxalement, en 1874, à donner le pouvoir à la gauche grâce au vote du Midi et de la Sicile. Cette victoire a été due à la classe moyenne qui s'est détournée de l'ancienne aristocratie jugée incapable de s'adapter aux réalités nouvelles, victoire qui se prolonge, en 1887, par l'arrivée à la Présidence du Conseil de Francesco Crispi venu de la gauche garibaldienne. Du coup, Sicile et Midi sont devenus des enjeux majeurs de la politique

nationale, d'où l'intérêt des intellectuels et des journalistes (*Lettere meridionali* de Pasquale Villari) et la création d'une commission parlementaire sur le brigandage et l'enquête de Franchetti et Sonino.

Le rôle hégémonique de la classe moyenne se traduit en Sicile par l'installation, à tous les étages de la vie politique, d'une bourgeoisie mafieuse, ce que Franchetti considère comme une dérive, mais que Giovanna Fiume estime traduire la réalité d'un rapport de force entre l'État et une classe sociale qui a recours à la violence criminelle pour pérenniser sa suprématie récente. L'affirmation croissante de l'autorité étatique fait problème et durcit des antagonismes qu'on ne peut réduire avec des lois et des règlements inspirés « de l'Angleterre ou de la Belgique » comme le déplorait un préfet, en 1875. C'est ce que l'enquête parlementaire déplora de son côté : tous les témoignages des responsables politiques lucides étaient opposés à l'accroissement d'une autonomie locale, déjà incontrôlable dans les faits.

Le diagnostic de Franchetti est clair : une bourgeoisie avide et inculte a pris le pouvoir en Sicile. À l'élite paysanne, enrichie par le contrôle des productions agricoles, s'est ajoutée celle des spécialistes des rapports administratifs et politiques avec Rome mais aussi de la compromission avec le crime et la contrebande, et la Gauche est prisonnière de ce qui constitue sa base électorale. C'est ce que Sonino dénonçait dans son ouvrage sur les paysans de Sicile en constatant, lui aussi, que la bourgeoisie au pouvoir cumulait le pouvoir de la violence et celui de la répression de la violence. Aux gens du peuple ne restaient plus que la révolte dont Giovanni Verga décrira la sanglante bestialité et qui s'est manifestée périodiquement en 1837, 1848, 1860 et 1866, transformant l'image de la « Sicile révolutionnaire » en celle d'une poudrière permanente. Ceci renforçait encore l'emprise des nouvelles élites qui se présentaient comme chargées par le pouvoir de contrôler cette rébellion permanente à travers l'appareil légal de l'autorité étatique et, si nécessaires, par d'autres moyens para légaux. En même temps elles s'autorisaient en échange de gérer à leur manière une partie des ressources publiques, soustrayant ainsi un espace social particulièrement large à l'autorité de l'État.

Alfio MASTROPAOLO, professeur de science politique, Université de Turin

Specificita e autonomia nella politica in Sicilia
Spécificité et autonomie de la politique en Sicile

À bien y réfléchir, nous assène d'emblée Alfio Mastropaolo, la Sicile est un endroit comme beaucoup d'autres. Les Siciliens en particulier et les Italiens en général ont, depuis toujours, succombé à la tentation d'en rajouter quant à son originalité, son insularité, ses retards économiques et sociaux, et sur les dysfonctionnements de ses instances politiques. Si on ne peut nier que de nombreux traits de la réalité sicilienne méritent d'être vertement critiqués, à commencer par la mafia, il serait bon d'en rabattre

en ce qui concerne les drames et les problèmes. Beaucoup de situations soi-disant uniques et terriblement dramatiques sont assez banales, et sont dramatisées plutôt que dramatiques. Il est possible que ceci ait donné lieu à une production littéraire exceptionnelle, mais on ne saurait toujours confondre la littérature, même fascinante, et la réalité pure et simple, il faut donc en revenir aux constats établis plus prosaïquement par les sciences sociales.

Que nous disent-elles ces sciences sociales ? Tout d'abord, que pendant des siècles cette île a vécu dans les marges de l'économie capitaliste et de l'État moderne, en somme, en marge de la modernité. Pendant longtemps, ni l'État-Nation, ni le marché n'ont vraiment existé en Sicile, mais à y regarder de près, où la modernité a-t-elle véritablement existé en Europe depuis le xvi^e siècle ? En fait, la question essentielle reste la distance par rapport aux foyers de l'innovation et du dynamisme économique, et ceci est aussi une réalité qui évolue dans le temps. Cela n'a pas empêché, à la fin du xix^e siècle, une incontestable activité économique liée au souffre, au blé dur, aux vins, à l'huile d'olive, aux agrumes, entraînant le développement et l'enrichissement d'une bourgeoisie moyenne, suscitant la construction d'un patrimoine urbain de qualité ; Palerme devint alors une des capitales européenne de l'art déco.

Au même moment, l'étude de la société civile révèle une intense activité associative dans les domaines culturels et sportifs, que ce soit dans les villes importantes ou dans des bourgades plus modestes. À sa manière, le mouvement des *fasci* prouve que cette fièvre associative a touché également les classes populaires du milieu rural. Les bibliothèques privées et publiques témoignent d'une curiosité intellectuelle qui ne laisse rien dans l'ombre et que confirment les tirages des journaux, les statistiques de l'édition et le dynamisme des universités. Une telle fermentation ne correspond guère ni au lamento « sicilianiste » – permettant de dépasser les oppositions sociales en accusant le monde extérieur, mais surtout l'Italie, d'entraver le développement de l'île – ni aux demandes d'intervention réparatrice exigées de l'État. Un tel développement n'était dû qu'aux classes dirigeantes locales. L'État italien affichait une idéologie centralisatrice à la française mais qui n'en était que la caricature : son autorité se heurtait à de telles résistances que l'intégration de l'île dans une structure administrative homogène et efficace ne pouvait être qu'un vœu pieux. C'était logique, dans la mesure où l'administration de l'État se développa en même temps que le système électoral qui attribuait une partie du pouvoir aux élus locaux – vestiges du pouvoir oligarchique des anciens féodaux ou prétentions insatiables des nouvelles bourgeoisies citadines – avec lesquels Rome dut négocier d'incessants compromis qui ne pouvaient qu'émousser la vigueur initiale de la volonté réformatrice. En particulier, on ne put empêcher que ce rapport de force n'engendre deux conséquences majeures : d'une part une propension certaine des pouvoirs locaux à se débrouiller tout seuls ; d'autre part l'habitude, pour certains élus, de confondre autorité légale et violence pure et simple pour asseoir leur pou-

voir, confortant du même coup l'influence du phénomène le plus médiatique, sans doute à tort, de la réalité sicilienne : la mafia.

Mais il s'avéra difficile de maintenir cette activité économique au lendemain de la première guerre mondiale. La concurrence internationale (souffre américain, agrumes tropicaux, blés nord-américains) diminua les parts de marché et la politique autarcique du fascisme, si elle masqua le déclin, renforça aussi les retards structurels. En 1945, la Sicile était devenue une région appauvrie, victime encore une fois des 1 500 kilomètres qui la séparaient du cœur de l'économie-monde du capitalisme européen. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, entre 1945 et 1970, la population de l'île a augmenté de 400 000 habitants tandis qu'environ un million de Siciliens étaient partis s'établir ailleurs. En 1951, la moitié des Siciliens travaillaient dans le secteur primaire, aujourd'hui les agriculteurs ne représentent plus qu'un quart de la population active, mais les ouvriers sont passés de 25 à 30 % de cette population ; quant au tertiaire, il a bondi de 25 à 40 %. Le tout s'accompagnant d'une urbanisation débridée. Comme d'autres régions d'Europe, la Sicile est entrée dans la modernité en devenant un réservoir de main d'œuvre puis un marché de consommation. L'existence de plusieurs millions d'individus en a été changée, d'autant que s'ajoutait l'exploitation du pétrole qui, tout en s'avérant un pactole moindre que prévu, contribua au redémarrage de l'économie sicilienne.

Qui a régulé cette mutation économique et sociale ? C'est la question clé. Après la seconde guerre mondiale, s'est formée une nouvelle classe dirigeante liée aux partis politiques. La mise en place de l'autonomie régionale en 1946 – en 1970 seulement dans d'autres régions italiennes – a accéléré le processus tout en posant deux problèmes délicats à régler : d'une part la réforme agraire réclamée par les socialistes et les communistes au nom de la lutte contre le fascisme, d'autre part le contenu effectif d'une autonomie régionale exigée à la fois par les notables agrariens pour faire échec à la réforme agraire et par une classe moyenne qui voulait se réserver les débouchés administratifs et politiques locaux. Face à cette double pression Rome dut accorder « l'autonomie spéciale » et Palerme se crut à nouveau capitale, mais le jeu des alliances électorales cassa cet élan novateur.

Trois formations occupaient l'espace politique sicilien au début des années cinquante. D'abord la coalition des vestiges du passé : les héritiers des grands domaines terriens, le parti royaliste, les libéraux, le parti de l'Uomo qualunque et les séparatistes. Ensuite les nouveaux cadres professionnels et intellectuels, les nouveaux notables dont beaucoup se réclamaient de la Démocratie chrétienne. En troisième lieu la coalition des partis de gauche (PSI et PCI) où se retrouvaient quelques intellectuels, des cadres moyens et surtout les *leaders* et les militants des organisations paysannes. Une alliance progressiste aurait pu se nouer entre les deux derniers groupes, mais la guerre froide et les États-Unis imposèrent l'anti-communisme à la démocratie chrétienne qui se rapprocha des notables « d'ancien

régime ». Et du coup les perspectives d'une modernisation véritable s'estompèrent, d'autant qu'il manquait les l'assurance d'une industrialisation véritable.

Des réformes fondamentales s'imposaient concernant la modernisation de l'agriculture, les administrations publiques locales et les infrastructures des transports mais la coalition des néo-notables démocrates chrétiens et des paléo-notables agrariens ne s'en préoccupait guère. Il fallait avant tout arrêter les revendications sociales, d'autant qu'au même moment un phénomène d'exode massif provoquait le départ des Siciliens vers l'Italie du nord et les métropoles urbaines. D'où une spéculation immobilière frénétique qui profita à la mafia car elle savait se procurer à bas prix des terrains non constructibles qui devenaient soudainement de fructueux lotissements ou de somptueuses villas. Et cela fonctionna d'autant plus longtemps que clientélisme et modernisation ne sont pas forcément incompatibles. Ainsi cette modernisation sans industrialisation entraîna la construction d'écoles, d'universités, d'hôpitaux et de musées magnifiques mais les prix de revient en étaient élevés et la qualité de la plupart des services publics ne correspondait pas aux investissements réalisés. La mafia, en tirant parti des circonstances démographiques et de la conjoncture politique locale et nationale, a provoqué des détournements de fonds considérables et elle ne peut donc pas être considérée comme un simple résidu pré-moderne. C'est à partir des années quatre-vingts qu'elle s'est développée de façon spectaculaire quand les partis au pouvoir ont renoncé à la politique de développement économique du Mezzogiorno et lui ont substitué une simple politique d'assistance, électoralement plus rentable dans le court terme.

Les nouveaux notables furent incapables de neutraliser les pratiques politiques traditionnelles des anciens agrariens ; ils furent progressivement contaminés par les pratiques douteuses des cadres locaux des partis de masse souvent peu regardants sur leurs agents recruteurs, et ils devinrent insensiblement des professionnels de plus en plus cyniques et carriéristes. Du coup, le recours aux pratiques criminelles de la mafia pour consolider leur influence électorale constitua une tentation à laquelle ils ne résistèrent pas toujours.

L'histoire de la Sicile de l'après guerre apparaît donc intimement conditionnée par la politique ; il s'y maintient un consensus qui fait de la politique la ressource majeure, quoique à des degrés divers, pour une part importante de la population et surtout pour une classe de notables médiocres, sans aucune personnalité. C'est un processus bien connu : les revenus publics, les investissements de l'État destinés à adapter ses services à la croissance urbaine mais aussi au développement de ses compétences et de celles de la Région, l'argent qui devait transformer les infrastructures de l'île a surtout servi à maintenir les revenus et la consommation des familles. Les électeurs se devaient donc de remercier les politiques tout en recherchant d'autres solutions à leur désir de promotion sociale.

Les partis de masse (Démocratie chrétienne, Parti communiste) ont également contribué à la résorption des conséquences de l'autonomie régionale en superposant leurs idéologies et leurs appareils bureaucratiques aux réalités géo-politiques italiennes, leur imposant une uniformisation jamais atteinte jusque là. Ils ont également négocié des rapports d'échange étroits entre instances centrales et périphéries : autonomie locale accrue contre légitimation des *leaders* nationaux. En Sicile on pourrait donc dire que les *latifundia* agraires d'autrefois ont laissé la place à une vaste *latifundia* électorale longtemps propice à la Démocratie chrétienne qui récompensait cet appui par un laisser-faire plutôt laxiste. Rome devenait l'arbitre entre des clans concurrents qui se disputaient crédits et pouvoirs en assurant, en échange, aux *leaders* nationaux, l'appui des gros bataillons de militants susceptibles de faire basculer une désignation interne au PSI ou à la Démocratie Chrétienne. C'est ainsi qu'Andreotti a pu s'imposer dans son parti grâce aux votes siciliens dont certains ont été obtenus de façon peu recommandable.

En résumé, deux phases se dessinent dans l'histoire de l'autonomie sicilienne : celle des néo-notables et celle des politiciens professionnels. La seconde se subdivise en deux : une phase d'hégémonie incontestée de la Démocratie chrétienne et une autre dans laquelle ce parti doit partager le pouvoir avec ses opposants y compris avec les communistes, incapables de s'implanter dans les villes mais liés à la protestation agraire des paysans. Plus récemment, ont été révélées au grand jour les imbrications entre la mafia et les partis politiques, car après les années quatre-vingts, elle est devenue une sorte de « lobby » organisé et omniprésent n'hésitant pas à assassiner des personnalités publiques de premier plan : des hommes politiques, de hauts fonctionnaires tel le préfet de Palerme, des magistrats et des responsables des forces de l'ordre. Scandale si éclatant que la société sicilienne a réagi par l'explosion d'un puissant mouvement de protestation qui fut l'amorce de la grande crise qui a secoué le système politique italien tout entier au début des années quatre-vingt-dix. Cette crise constituait une manifestation de l'anti-politique : la Sicile fut l'épicentre d'un rejet violent de la politique et des politiciens professionnels. Les acteurs de cette protestation furent les intellectuels et tous les cadres de l'île, et parmi eux les catholiques qui dénoncèrent les comportements indignes de la Démocratie chrétienne. Ceci contribua à mettre au jour une corruption généralisée qui se manifestait en dehors des partis organisés, créant ainsi une nouvelle structure provisoire de pouvoir.

Rappelons qu'en Italie le rejet de la politique a produit le succès d'un faisceau de forces d'inspiration populiste qui ont détourné dans une perspective plébiscitaire la demande de rénovation morale apparue au début des années quatre-vingt-dix. En Sicile c'est ce type d'anti-politique qui est apparu, combinant éléments d'innovation et continuité avec l'ancienne classe politique, d'autant que l'orientation populiste, avec son fond anarchiste et casseur, partage avec l'ancienne élite politicienne une certaine insensibilité face à la mafia et à la corruption. Le paradoxe c'est que ce bou-

leverement politique s'est accompagné d'un *revival* du régionalisme, sous l'influence de la Ligue du nord. Mais on peut se demander ce que va devenir ce mouvement, inspiré de l'extérieur et non pas issu d'une exigence de la société sicilienne, d'autant que pendant tout ce temps la Sicile s'est rapprochée plus que jamais du modèle capitaliste européen (notamment par la création de « pactes territoriaux » associant les administrations publiques et les entreprises). Mais si l'on identifie l'essentiel de la politique sicilienne à un *leadership* qui combine tradition clientéliste, instincts anarchistes et déclamation populiste, le tout sous la bannière de la violence physique et de l'inefficacité chronique, on se trouve devant la perspective d'une croissance fragile et perturbée, de nouveaux désastres écologiques et de futures dilapidations des ressources publiques. Il ne reste qu'à espérer que les coups portés à la mafia par les forces de l'ordre lors de la mobilisation pour la combattre auront au moins abouti à mettre hors jeu le crime organisé.

*Laura Azzolina, chargée d'enseignement en science politique,
Université de Trente*

Il ceto politico locale : evoluzione, riproduzione e cambiamento
Les fondements du pouvoir politique : réflexion sur le cas sicilien

L'histoire politique de la Sicile depuis la fin de la seconde guerre mondiale a été scandée par deux phases essentielles : l'avènement de la politique de masse et sa crise récente. Les mécanismes de formation d'un personnel politique apparaissent déterminants pour analyser la nature du pouvoir dans les démocraties modernes ; plus que la reconstitution historique d'un personnel il s'agit, pour chacune des deux périodes, de caractériser les modèles de représentation mis en jeu et la nature des échanges entre société et politique qu'ils supposent. Après une réflexion sur les concepts utilisés, on étudiera la constitution dans les années cinquante d'un personnel politique dont les caractéristiques se sont reproduites jusqu'au début des années quatre-vingt-dix. On reviendra sur les deux thèses opposées qui prétendent rendre compte du fonctionnement de ce personnel, en particulier celui de la DCI (démocratie chrétienne italienne), en insistant sur ses origines sociales et son professionnalisme. On examinera ensuite les changements récents survenus du fait de l'écroulement des partis traditionnels et on se demandera s'il n'est déjà pas possible de caractériser l'apparition d'un nouveau modèle de représentation politique de la société sicilienne.

Pour ce qui est de la sélection du personnel politique et la stratification des pouvoirs on pourrait parler surtout de classe ou d'élite, termes habituellement reçus par la communauté scientifique mais nous leur préférons *ceto* (groupe ?) car ce terme convient mieux à l'étude d'un personnel politique structuré par la hiérarchie et le prestige plutôt que par un statut économique comme le suggérerait le terme de classe. Il implique un recrute-

ment par cooptation qui est une des caractéristiques majeures du personnel politique. Encore faut-il rappeler les deux acceptions du mot *ceto*. L'acception la plus commune permet une approche analytique, anhistorique, soulignant que les membres du *ceto* reconnaissent les mêmes valeurs, les mêmes objectifs et les mêmes codes particuliers. Ce concept fut ensuite utilisé par Weber pour désigner un groupe fermé dont les membres ambitionnent de conserver leur position à l'intérieur du groupe. À cette fin, ils limitent l'entrée dans le groupe à des individus reconnaissables et suscitant la confiance. Le *ceto* implique donc la fermeture du groupe pour assurer son auto-conservation, la sélection par cooptation et la résistance à tout changement de ses caractéristiques constitutives. Il y a *ceto* quand le personnel politique se définit par la séparation d'avec le reste de la société et par sa capacité à se reproduire par mimétisme à un niveau donné de cette société.

Une seconde acception insiste au contraire sur le référent historique auquel on l'identifie. Ainsi un *ceto* de politicien professionnel est apparu dans les démocraties occidentales avec la création des partis de masse, *ceto* dont les caractéristiques sont différentes de celui qui le précédait dans les allées du pouvoir. C'est ce que Weber désignait en créant la catégorie des *Berufspolitikerschicht* (*ceto* des politiciens de profession) se substituant aux anciens notables. La distinction entre politicien professionnel et notable ne correspond pas au fait que l'on tire ou non un revenu de son activité politique ou à la quantité de temps qu'on lui consacre ou même au style de cette activité ; ce sont plutôt la nature des ressources utilisées qui font la différence, extra-politiques pour les notables, politico-organisationnelles pour les politiciens professionnels. Les notables jouent sur leur prestige social et se veulent des dilettantes, les professionnels misent sur le contrôle étroit de leur formation politique.

C'est dans les années cinquante que le parti de la DCI a, le premier, entrepris une transformation de son organisation qui fut par la suite imitée par les autres partis. Des considérations sociales comme l'affaiblissement d'une bourgeoisie d'industriels compromise avec le fascisme, la nécessité de contrer l'influence du communisme dans les classes moyennes et la paysannerie et la volonté de donner un contenu plus social à la DCI l'obligèrent d'adopter une stratégie inter-classiste. C'est Fanfani, secrétaire général de la DCI qui entreprit cette mutation en 1954. Il fallait enraciner le parti dans un électorat le plus large possible et donc s'étendre sur les marges socio-politiques de sa clientèle habituelle. Cela se traduisit par la création d'un *ceto* de politiciens professionnels, d'origine petite bourgeoise, plus aptes à conquérir ce consensus élargi du fait de leur compétence professionnelle d'élus, mais aussi de la distance prise à l'encontre des notables traditionnels mais aussi de l'Église.

Ce sont les fonctions de secrétaires des fédérations provinciales qui devinrent des tremplins pour une carrière politique dans le parti pouvant aboutir à un siège parlementaire. C'est dans cette phase de transformation

des appareils du parti que beaucoup de notables abandonnèrent la place à des candidats plus jeunes ce qui transforma les caractéristiques de la représentation politique locale. Les secrétaires des fédérations, jusque là sorte de contremaîtres au service des notables, devinrent les dirigeants véritables du parti. C'est dans le sud et dans les îles que les effets de cette réorganisation furent les plus spectaculaires, liée à l'accroissement du nombre des militants du parti, même si cette augmentation des effectifs à Palerme comme à Catane reste discutable pour certains spécialistes. Les années soixante et soixante-dix furent des années de consolidation et d'élargissement du contrôle exercé par la DCI, non seulement sur les instances locales du pouvoir mais aussi sur toutes les structures publiques et parapubliques qui les prolongent (administrations, services, associations catégorielles, fédérations professionnelles) et qui irriguent la totalité de la vie locale. Désormais, ceux qui constituent la troisième génération des élites politiques de la DCI doivent leur réussite sociale au parti par un processus largement autonome des hiérarchies sociales traditionnelles.

Mais ce prétendu triomphe des politiciens professionnels de la troisième génération est partiellement contesté par des historiens (Gribaudo, Lupo). Gribaudo estime que la décadence des notables avait commencé dès les années quarante; la société du Mezzogiorno n'a pas été transformée par des choix imposés par les instances supérieures de la DCI, mais le changement a été suscité par une mutation globale qui a entraîné toutes les structures dans une direction donnée. Il ne s'agit pas de nier l'opposition entre notables et professionnels mais d'en globaliser la signification qui ne serait pas acceptation pure et simple de choix imposés par le haut mais adaptation aux conditions générales de la société. La permanence de certains notables de l'après guerre jusqu'à aujourd'hui est indéniable, surtout en Sicile et tout particulièrement à Palerme (Lupo, 1996) où ont cohabité des politiciens d'un nouveau style et d'autres plus traditionnels qui ont fait preuve d'une capacité exemplaire de résistance. D'autres travaux concernant le niveau d'études des personnels administratifs et politiques ont prouvé que dans le sud, surtout dans les villes importantes, le niveau d'instruction élevé des couches supérieures de la bourgeoisie continuait à leur permettre de jouer un rôle politique déterminant dans les nouveaux appareils politiques.

Mais une enquête menée sur l'origine géographique des fonctionnaires et des élus locaux à Palerme et dans les communes rurales voisines révèle qu'en milieu rural plus de la moitié des administrateurs locaux n'étaient pas nés là où ils officiaient, et pour les élus le taux d'indigénat reste encore très bas. Ce qui tend à prouver que le projet de Fanfani d'enraciner la DCI dans les campagnes en renouvelant les cadres locaux douteux a eu un effet encore sensible dans les années quatre-vingt-dix. De même les nouveaux notables de Catane provenaient de son arrière pays plus que de la ville elle-même. On a pu démontrer (Mastropaolo, 1993) que la sélection décentrée a caractérisé le recrutement des partis de masse, non seulement sur le plan local mais aussi au niveau central. Administration de banlieue ou rurale,

secrétariat provincial, chef-lieu de province, région, parlement national formaient le parcours type d'une carrière politique réussie. D'autres analyses affinent l'approche du rapport notables/politiciens professionnels. Il y a bien encore des épigones des anciennes dynasties de notables ou des membres des professions libérales dans les instances locales du pouvoir mais plutôt à des niveaux modestes sans responsabilité majeure, les pouvoirs effectifs étant aux mains de politiciens ayant fait leurs classes à l'intérieur du parti. Ce qui importe donc pour faire son chemin en politique, même dans les partis de masse, ce n'est ni l'origine sociale, ni le niveau d'études, mais surtout un appui de la hiérarchie du parti parmi ceux qui, au niveau national, contrôlent la promotion des candidats. Les élites filtrent les entrées en politique et supervisent la transmission des relations et protections grâce à leurs réseaux de parentèles et à leurs relations. On évite ainsi le cumul des responsabilités dans une même famille en imposant des délais, des étapes entre générations successives ou entre proches parents contemporains. Ainsi La Loggia avoue que son entrée en politique fut freinée, tout particulièrement par Lima, tant que son père et son beau-frère, le ministre Ruffini, n'étaient pas sortis de la politique active. Mais cela reste exceptionnel que cette interférence du vieux modèle des notables traditionnels avec le modèle professionnalisé des partis de masse. En fait, à Palerme, les héritiers des vieilles familles nobles composèrent une sorte de deuxième courant au sommet de la DCI; paradoxalement ce deuxième courant constituait la tendance réformiste opposée au courant de Lima qui détenait le pouvoir. Donc, localement, les anciens notables peuvent encore être là mais dans une position subordonnée. Cela ne remet pas en cause le schéma global d'interprétation mais en corrige une certaine rigidité dogmatique. Il est donc plus réaliste de parler du *cetopolitique* sicilien comme d'un groupe composite sur le plan socio-professionnel et hiérarchisé, tant sur le tant sur le plan social que sur celui de la division du travail. Mais avec le temps, à mesure que le *ceto* perdait sa fonction d'intégration dans les anciennes élites pour se consacrer uniquement au perfectionnement des machines politiques locales, les professions libérales liées à la DCI perdaient de l'importance face au *ceto* des politiciens professionnels voués à l'organisation et à la répartition des pouvoirs locaux.

La rénovation politique conduite dans les années cinquante avaient abouti à cette confrontation entre les hiérarchies rénovées des partis qui cherchaient à consolider le pouvoir qu'elles venaient de conquérir et les hiérarchies sociales héritées qui n'entendaient pas perdre le pouvoir qu'elles pouvaient encore détenir. La rénovation politique constatée dans les années quatre-vingt-dix semblait répondre à des motivations différentes.

Une crise, latente depuis la fin des années soixante-dix, finit par éclater quinze ans plus tard entraînant la « délégitimation » des instances dirigeantes des partis et des enquêtes de justice qui ont entraîné l'écroulement de tout le système. Les partis au pouvoir durent se dissoudre et ceux d'opposition durent se réformer. La disparition de la DCI est certainement l'événement le plus spectaculaire de cette transition des années quatre-vingt-

dix, à la fois par les circonstances tragiques qui ont entraîné cet épilogue mais aussi par le rôle, inédit en Italie, que la magistrature y joua. La transition concernait plus les institutions que les clivages politiques. L'entrée en scène des nouveaux partis, en 1994, était liée à la réforme électorale qui devait augmenter la stabilité du pouvoir exécutif, la transparence et la responsabilité du parlement.

Sur le plan local, l'élection directe des maires, des présidents des provinces et des régions ont sanctionné de nouveaux pouvoirs locaux favorisant la décentralisation administrative ainsi qu'une nouvelle répartition des crédits d'État qui a une incidence sur l'ensemble des relations entre le centre et les différents niveaux des pouvoirs périphériques. Ce qui s'est passé dans les années quatre-vingt-dix est donc très différent de la mutation des années cinquante. On a restructuré le système central et ses rapports avec la périphérie. De plus le système de sélection du personnel politique des partis est transformé entraînant la disparition des mécanismes mis en place dans les années cinquante. On se demande même si la fin des partis de masse ne signifie pas la fin des partis tout court comme en témoignerait le retour à des positions de pouvoir liées aux individus et à leur position dans la société civile.

Les élections municipales, dès 1993, du fait de l'absence des partis traditionnels, ont provoqué l'apparition dans les assemblées locales de nouveaux visages. À Palerme et à Catane le taux de renouvellement n'avait jamais été aussi élevé et la plupart des élus se présentaient pour la première fois. Désormais les élus ont un recrutement essentiellement local et les élections suivantes ont confirmé la fin de la sélection périphérique qui avait prévalu dans les partis après 1950. Autre élément nouveau : la présence accrue de femmes qui parviennent à se faire élire. Il y avait seulement deux femmes à l'Assemblée provinciale de Palerme en 1985 ; en 1993, sur cinquante conseillers municipaux, il y avait quatre femmes. En 1997, il y avait qu'une seule femme au Conseil Municipal mais trois à l'Assemblée provinciale. En 2001, deux femmes furent élues conseillères mais aucune n'entra à l'Assemblée provinciale. Quant aux professions, on a vu que les diplômés se raréfiaient. Au conseiller municipal type de l'époque précédente, à savoir un homme d'âge respectable, diplômé et souvent titulaire d'une profession libérale, s'est substitué un homme plus jeune, moins instruit, souvent cadre moyen de l'administration locale. Dans l'Assemblée provinciale ce sont surtout des « ingénieurs », ayant des connaissances techniques mais sans aucune formation politique, qui sont élus. Ne pas être un professionnel de la politique est désormais un atout électoral et l'ère des partis organisés semble dépassée. Depuis 1993, les élections locales sont caractérisées par le poids d'un système « présidentieliste » et la promotion des « ingénieurs ». En Sicile surtout, la disparition de la DCI a laissé un vide béant qui a profité aux maires, leaders de fait de la vie politique locale, leur autonomie s'en est trouvée accrue en fonction de leur charisme personnel.

La personnalisation de la vie politique est une réponse à la crise de la représentation politique : le maire de Palerme, Léolucca Orlando, est un exemple illustre de la polarisation de la vie politique autour d'un *leader* à forte personnalité. La création de son mouvement politique, « la Rete » (le Réseau), tout comme sa pratique politique du pouvoir municipal affichaient son éloignement des partis, même ceux, réformés, de la gauche qui l'avaient soutenu dans sa campagne, affirmant sa volonté d'exprimer directement les sentiments de la société civile. Son mouvement revendiquait son *leadership* et se voulait en contact direct avec les forces « saines » de l'île. Une fois élu maire, il choisit délibérément de former son équipe municipale en recrutant des « ingénieurs », sans avoir recours aux partis qui l'avaient soutenu. C'était le moyen d'échapper à la mainmise des partis traditionnels avec leurs habitudes de corruption et leurs dérives douteuses. Le *leadership* des maires et de leurs équipes d'experts avait pour conséquence d'entraîner l'émergence de nouveaux responsables politiques issus de la société civile, c'était le retour des diplômés et de la hiérarchie des compétences socialement reconnues.

Ce sont surtout les responsables nationaux qui ont été acculés à l'abandon en 1993, localement, en Sicile, les pouvoirs ont été conquis par des *leaders* du Centre gauche qui avaient émergé par le biais du cursus des partis traditionnels. Il ne s'agissait donc pas d'une véritable révolution mais plutôt d'une opportunité permettant de changer d'équipe. Le changement n'a affecté que les strates intermédiaires de la hiérarchie, les sommets restant occupés par des figures déjà connues et qui avaient assumé les transformations nécessaires de l'appareil politique. Ainsi, Orlando à Palerme, avait recruté dans son propre parti, La Rete, les cadres de sa nouvelle équipe sur des critères de fidélité personnelle, interprétant à sa façon, les prescriptions de la nouvelle législation en matière de désignation des candidats aux fonctions municipales. On est donc revenu à des pratiques proches de celles qui favorisaient les seuls notables dans des rapports de clientélisme classique, le mérite effectif pesant moins que la fidélité à un *leader* reconnu.

La conversion au culte du leader, à la technocratie, et la revalorisation des niveaux institutionnels intermédiaires ont été, pour un personnel politique issu des partis de masse, les instruments de la conquête du pouvoir et de sa gestion depuis la transition des années quatre-vingt-dix. Un culte de la personnalité qui, si l'adaptation aux conditions politiques nouvelles n'a pas été effectuée à temps, n'a pas toujours la capacité de s'imposer tout seul.

L'expérience d'Orlando prouve que le charisme est aussi le fruit des circonstances et qu'il se dissipe si ces dernières ne peuvent se perpétuer faute de les avoir consolider. En 2001, le Centre droit s'est substitué au Centre gauche, mettant fin à la période de transition tant à Palerme et Catane que dans d'autres villes siciliennes. Le Centre gauche a perdu pour avoir voulu surtout bien gouverner sans prêter suffisamment d'attention aux préoccupations des électeurs. On a également voté pour l'opposition quand on a soupçonné des compromissions, au Centre gauche avec les anciens par-

tis, au Centre droit avec les milieux d'affaires. Mais on ne pouvait éviter que le « *leaderismo* » spontané soit dans la nécessité de se doter d'une machine électorale. Vouloir imputer le succès du Centre droit au seul charisme de son *leader*, c'est sous-estimer la capacité de Forza Italia de s'être structuré efficacement en peu de temps et ne pas reconnaître le poids de la culture « anti-politique » dans la Société civile actuelle.

Dans les années cinquante, les partis politiques ont su prouver leur capacité offensive en substituant leurs propres hiérarchies à celles de la société tout en prenant en compte ses capacités de résistance et en s'y adaptant. Dans les années quatre-vingt-dix, le *ceto* politique a fait une nouvelle tentative pour se réorganiser. Cette tentative a suivi les canaux institutionnels en faisant des réformes pour accompagner le « post-fordisme » des partis c'est-à-dire leur changement en douceur. Réformes qui ont débouché sur un personnelisme exacerbé qui les a, paradoxalement, fait échouer, ce qui prouvait bien qu'on n'était pas arrivé à la fin de la politique organisée et ce qui soulignait que la notion de *ceto* conservait toute son utilité quel que fût le contexte historique considéré.

